

**BUREAU METROPOLITAIN DU  
MARDI 3 SEPTEMBRE 2024**

<b>NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16</b>		
<b>QUORUM : 9</b>		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
13	0	3
<b>OBJET DE LA DECISION</b>		
<b>N° 24/505</b>		
<b>PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL - METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE SOCIETE ID VERDE - AUTORISATION DE SIGNATURE</b>		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

**PRESENTS :**

M. Thierry ALBERTINI, M. Robert BENEVENTI, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS.

**ABSENTS :**

Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT.

## **DÉCISION MÉTROPOLITAINE**

**N° 24/505**

**BUREAU DU 3 SEPTEMBRE 2024**

**O B J E T : PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL -  
METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE  
SOCIETE ID VERDE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,**

**VU** le Code Général des Collectivités territoriales,

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la  
Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n°23/05/075 du 4 mai 2023 relative aux délégations du conseil  
métropolitain au bureau et au Président,

**VU** l'accord-cadre n°CS1918-73025 relatif à la réalisation de travaux d'espaces verts sur les équipements du territoire hyérois conclu entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée et l'entreprise SAS IDVERDE,

**VU** la commande concernant l'exécution de travaux sur le terre-plein central de l'A570 pour un montant de travaux arrêté à 219 801,35 € TTC,

**VU** le projet de protocole d'accord transactionnel joint,

**CONSIDERANT** que les travaux sur le terre-plein central de l'A570 sont situés sur périmètre autoroutier et nécessitent la mise en place préalable d'un balisage spécifique imposé par la Direction Interdépartementale des Routes (DIR) Méditerranée et devant être réalisé impérativement par une entreprise de signalisation agréée,

**CONSIDERANT** que le balisage correspondant aux prescriptions techniques de la DIR Med a été négocié à un montant de 46 512 € TTC,

**CONSIDERANT** que le coût qu'a représenté le montant du balisage par rapport au montant des travaux qui ont été réalisés présente une disproportion évidente comparativement au coût classique de signalisation de chantier,

**CONSIDERANT** que l'entreprise ID VERDE a déposé un mémoire en réclamation exigeant de la Métropole Toulon Provence Méditerranée le paiement intégral des frais spécifiques de balisage sur l'opération de travaux du terre-plein central de l'A570,

**CONSIDERANT** que dans une logique de concessions réciproques, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a admis de payer pour partie les prestations de balisage de nuit sur autoroute réalisées par la société SAS ID VERDE et son sous-traitant déclaré TECHNISIGN en déduisant du montant total des frais de balisage un montant forfaitaire de 7 500 € TTC,

**CONSIDERANT** que le présent protocole d'accord a pour objet de mettre fin au différend qui oppose l'entreprise ID VERDE à la Métropole Toulon Provence Méditerranée, et de prévenir tout litige à naître, par le paiement de la somme de 39 012 euros par la Métropole TPM au titre des prestations de balisage réalisées dans le cadre de l'opération de travaux d'espaces verts sur le terre-plein central de l'A570,

Et après en avoir délibéré,

# DECIDE

## ARTICLE 1

**D'ADOPTER** l'exposé qui précède.

## ARTICLE 2

**D'APPROUVER** les termes du protocole transactionnel.

## ARTICLE 3

**D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer le protocole transactionnel ci-joint.

## ARTICLE 4

**DE DIRE** que les crédits sont inscrits au budget principal – ANTHY – Opération 60110.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.  
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 3 septembre 2024

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

POUR	13
CONTRE	0
ABSTENTION	0



## **PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL**

### **ENTRE :**

**La Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**

**Sise 107, Avenue Henri Fabre, CS 30 536, 83041 TOULON CEDEX 9**

Prise en la personne de son Président, **Monsieur Jean Pierre GIRAN**, dûment habilité par une délibération de \_\_\_\_\_ en date du \_\_\_\_\_

Ci-après dénommée « Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE », maître d'ouvrage

D'une part,

**ET**

**L'entreprise SAS IDVERDE dont le siège social est situé 25, Quai du Président Paul Doumer, 92400 COURBEVOIE**

Prise en son établissement du VAR, situé 11 Bis Chemin Saint-Jacques 83260 LA CRAU et représentée par Monsieur Jérémie AUDRA en sa qualité de Directeur d'Agence.

Ci-après dénommée « le Titulaire »,

D'autre part

### **IL EST PREALABLEMENT RAPPELE CE QUI SUIT :**

Un accord-cadre à bons de commande relatif à la réalisation de travaux d'espaces verts sur les équipements du territoire hyérois a été conclu entre la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE et l'entreprise SAS IDVERDE. Cet accord-cadre a été notifié le 27/12/2018 pour une période initiale d'exécution d'un an à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019, reconductible trois fois. Il est arrivé à échéance le 31/12/2022.

Au cours de la dernière année d'exécution du marché, une commande a été réalisée concernant l'exécution de travaux sur le terre-plein central de l'A570 au moyen de deux bons

de commande n°151301 et 152270 pour des montants respectifs de 148 864,97 € TTC et 99 757,14 € TTC.

Après attachements, le montant total des travaux réalisés a été arrêté à 219 801,35 € TTC.

La particularité du lieu d'exécution de ces travaux, situés sur périmètre autoroutier, implique que leur réalisation soit soumise à un balisage spécifique imposé par la Direction Interdépartementale des Routes (DIR) Méditerranée et devant être réalisé impérativement par une entreprise de signalisation agréée.

Pour la bonne réalisation du chantier, le balisage correspondant aux prescriptions techniques de la DIR Med a été négocié à un montant de 46 512€ TTC.

Selon l'interprétation des clauses du marché par la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE, l'ensemble des opérations de balisage et de signalisation au droit des chantiers était réputé inclus dans les prix du marché.

Dans le cas d'espèce, le coût qu'a représenté le montant du balisage par rapport au montant des travaux qui ont été réalisés est de l'ordre de 21%. Or dans le cadre d'opérations de travaux sur voirie d'un montant similaire, le coût de la signalisation et du balisage excède rarement 4%.

Le titulaire, au regard de cette disproportion évidente, a donc déposé un mémoire en réclamation exigeant de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE le paiement intégral des frais spécifiques de balisage sur l'opération de travaux du terre-plein central de l'A570.

La Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE quant à elle admet que la charge de ce coût, qui n'avait pas été anticipé lors de la rédaction des clauses du marché, ne peut être imputée en totalité sans préjudice au Titulaire, sauf à caractériser un déséquilibre dans l'exécution du contrat.

#### Utilité de la présente transaction :

La section des Etudes et du Rapport du Conseil d'Etat rappelle l'importance et l'utilité du règlement amiable des litiges en précisant :

*« Les collectivités publiques doivent, parce qu'elles assurent une mission d'intérêt général, privilégier la prévention des litiges »* (Documentation française 1993, p.74).

*« Qu'il est possible et souhaitable de recourir à la démarche transactionnelle chaque fois que la collectivité publique est certaine que sa responsabilité est engagée et a causé un préjudice ».*

La circulaire du 7 septembre 2009 relative au recours à la transaction pour la prévention et le règlement des litiges portant sur l'exécution des contrats de la commande publique, encourage la conclusion de règlement rapide et amiable des différends tout en permettant une gestion économe des deniers publics.

La circulaire du 6 avril 2011 relative au développement du recours à la transaction pour régler amiablement les conflits, invite à « *la recherche d'une solution amiable pouvant conduire à la conclusion d'une transaction dans tous les cas où elle permet d'éviter un contentieux inutile et coûteux, tant pour l'administration que pour les personnes intéressées. La transaction facilite le règlement des différends. Elle permet ainsi une gestion économe des deniers publics, tout en favorisant une indemnisation rapide des parties* ».

L'article 37 du CCAG Fournitures courantes et de Services de 2009 indique également que « *Le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.* »

C'est dans ces conditions que les parties ont décidé de se rapprocher et de mettre fin au litige qui les oppose, dans les conditions ci-après définies.

La Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE a accepté de payer pour partie les prestations de balisage de nuit sur autoroute réalisées par la société SAS ID VERDE et son sous-traitant déclaré TECHNISIGN en déduisant du montant total des frais de balisage un montant forfaitaire de 7 500 € TTC, correspondant au montant classique des frais de balisage et mise en sécurité de chantiers sur voirie d'une ampleur similaire.

Le Titulaire a renoncé à introduire un recours contentieux à l'encontre de la Métropole afin d'obtenir le paiement des sommes dues ainsi que le versement d'indemnités en réparation du préjudice subi.

Selon une logique de concessions réciproques, les parties sont donc parvenues à un accord.

Elles sont ainsi convenues de ce qui suit à titre de transaction irrévocable et définitive, au sens des articles 2044 et suivants du Code Civil.

**Ceci rappelé, il a donc été convenu et arrêté ce qui suit :**

#### **ARTICLE 1 : OBJET**

Le présent protocole d'accord a pour objet de mettre fin, par le paiement à l'entreprise SAS ID VERDE de la somme de 39 012 € TTC au titre des prestations de balisage réalisées dans le cadre de l'opération de travaux d'espaces verts sur le terre-plein central de l'A570, au différend qui oppose le Titulaire, à la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE, et de prévenir tout litige à naître quant à cette créance.

#### **ARTICLE 2 : ACCORD TRANSACTIONNEL**

Conformément aux développements en préambule, la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE accepte de verser au titulaire la somme de 39 012 € TTC due au titre des



prestations de balisage réalisées dans le cadre de l'opération de travaux d'espaces verts sur le terre-plein central de l'A570.

Ce montant correspond au montant total des prestations de balisages déduction faite d'une somme forfaitaire de 7 500 € TTC, correspondant au montant classique des frais de balisage et mise en sécurité de chantiers sur voirie d'une ampleur similaire.

Les Parties renoncent irrévocablement ou, le cas échéant, se désistent de toute réclamation, instance et action judiciaire ayant pour cause directe ou indirecte les faits exposés au préambule.

### **ARTICLE 3 : MODALITES DE VERSEMENT DES SOMMES DUES**

La Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE s'engage à régler la somme due au titre de l'article 2 du présent protocole, dans un délai de 30 jours à compter du dépôt par la SAS ID VERDE d'une facture sur le portail chorus Pro.

### **ARTICLE 4 : EFFETS DU PRESENT PROTOCOLE**

Le présent protocole constitue une transaction au sens des dispositions des articles 2044 et suivants du Code civil, et plus particulièrement de l'article 2052 du Code civil.

Cet accord a pour effet de remplir les parties dans leurs droits et mettre fin à tous litiges nés ou à naître à raison du non-paiement de la créance due au titre des prestations de balisage réalisées dans le cadre de l'opération de travaux d'espaces verts sur le terre-plein central de l'A570 par la société SAS ID VERDE et son sous-traitant déclaré TECHNISIGN.

Les parties renoncent en conséquence à toute instance et action future pour tout litige relatif à l'objet du présent protocole.

Chacune des parties reconnaît que le respect de ses obligations est directement conditionné par le respect de l'autre partie de ses propres obligations de sorte que nul ne peut se prévaloir isolément de l'une d'entre elles.

Le présent protocole d'accord aura entre les parties l'autorité de la chose jugée en dernier ressort et ne pourra être attaqué pour quelques causes que ce soit notamment cause d'erreur de droit, ni pour cause de lésion.

Tout différend relatif à la validité, l'interprétation ou l'exécution du présent protocole sera de la compétence du Tribunal Administratif de Toulon.



**ARTICLE 5 : PRISE D'EFFET DU PRESENT PROTOCOLE**

Le présent protocole prendra effet dès sa signature, sa transmission au représentant de l'Etat et sa notification au Titulaire.

**ARTICLE 6 : ANNEXES**

Les annexes font partie intégrante du protocole

- Factures correspondant aux prestations de balisage

Fait à Toulon, le

*23 Mai 2014*

Pour IDVERDE

TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Le Président

*Audet.*  
**id verde**  
Agence du Var  
11 Rue Chastan de St Jacques - 83260 La Crau  
04 94 35 76 00  
SIRET 339 609 661 012 36 - APE 8130Z